

l'Humanité des débats. Sortir de l'euro ?

Vouloir quitter la monnaie unique est un mirage dangereux

Par Pierre Khalfa, Porte-parole de l'Union syndicale Solidaires, membre du Conseil scientifique d'Attac.

La zone euro devait permettre la convergence des économies européennes, protéger les Européens de la crise et faire de l'Union européenne (UE) une zone de stabilité. Or, année après année, les économies européennes ont divergé et la crise a plus fortement touché l'UE que les États-Unis. La zone euro est soumise à une spéculation sur les dettes publiques qui est invoquée pour imposer aux populations une véritable purge sociale, mettant en péril l'existence même de la monnaie unique. Les marchés financiers risquent de la faire exploser en plein vol.

Au lieu d'être un espace de coopération, l'UE a fait de la concurrence entre les États membres l'axe central de sa construction. Elle s'est érigée sur un dumping fiscal et social. L'euro est pris dans une contradiction fondamentale : il est la monnaie unique d'États qui sont en guerre économique. L'UE s'est mise volontairement dans les mains des marchés financiers. Le financement des déficits budgétaires s'est opéré par le recours aux banques privées, la Banque centrale européenne (BCE) ne voulant, ni ne pouvant, les financer. L'Europe néolibérale est donc une cangue dont il faut se libérer. Mais pour quoi faire ?

Certains, à l'extrême droite, à droite, mais aussi à gauche, prônent une sortie de l'euro et la mise en place, conjointement aux monnaies nationales, d'une monnaie commune. Selon eux, il serait impossible d'avoir une monnaie unique dans un espace économique marqué par une profonde hétérogénéité. Or l'hétérogénéité des États-Unis n'est pas moindre que celle de l'UE. Cela ne les empêche pas d'avoir le dollar comme monnaie unique car existent des mécanismes de solidarité entre les États et un budget fédéral conséquent – 20 % du PIB, à comparer au 1 % du budget de l'UE. Le problème est donc moins l'euro que la politique de l'euro menée par une BCE hors de tout contrôle démocratique et indifférente à l'emploi, ainsi que le « corsetage » des politiques

publiques par les critères du pacte de stabilité. De plus, monnaie commune ou euro, le problème est le même : comment maintenir une coopération monétaire dans un contexte de guerre économique qui, avec le retour aux monnaies nationales, se transformerait en guerre monétaire européenne ?

La question que nous devons nous poser est de savoir si une sortie de l'euro permettrait ou non plus de solidarité. La réponse est facile à concevoir. Dans une Europe avec des gouvernements qui, quelle que soit leur couleur politique, se refusent à remettre en question en quoi que ce soit la logique du capital, l'éclatement de la zone euro conduirait à une série de dévaluations compétitives. Chaque pays essaierait de prendre des parts de marché à ses voisins, une telle orientation se traduisant d'ailleurs par un jeu à somme nulle, dans une Europe dont les économies sont intégrées. Loin d'induire plus de solidarité entre les peuples, il se traduirait par encore plus de concurrence, de dumping social et fiscal, avec pour conséquence une aggravation des tensions xénophobes et nationalistes. La sortie de l'euro s'avère un mirage dangereux.

Que faire, donc ? Certainement pas ce que sont en train de nous concocter la Commission et les gouvernements, qui veulent modifier le traité de Lisbonne en catimini pour pouvoir durcir encore les politiques antisociales. Il faut, au contraire, s'atteler à un processus de refondation radicale de l'UE afin de délivrer celle-ci des marchés financiers et la mettre au service des peuples. Les voies pour y arriver ne peuvent être déterminées a priori. Elles dépendront pour une large part des évolutions de la crise interne de l'UE et des situations politiques dans les différents États membres. Ainsi, un pays, ou un groupe de pays, souhaitant réellement rompre avec le néolibéralisme sera sans aucun doute soumis au diktat conjoint des marchés et des règles actuelles de l'UE. Ne pas y céder et provoquer, si nécessaire, une crise dans l'UE sera alors la condition pour entamer un processus de transformation sociale. Mais un aspect mérite d'être souligné : rien ne sera possible sans de puissantes et pérennes mobilisations sociales et citoyennes au niveau européen qui bouleversent les rapports de forces actuels.